

**Comment**  
**« Le Soir » a été surveillé au Qatar**

Pour travailler en toute indépendance sur la Coupe du monde 2022, *Le Soir* s'est tourné vers le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles. En dépit des pressions, il a ainsi été possible d'aller en reportage hors du cadre des voyages de presse organisés par le Qatar.

Le bureau de la communication du gouvernement doit donner son approbation pour toute visite dans un bâtiment officiel, une infrastructure sportive... *Le Soir* n'a obtenu aucune réponse aux multiples demandes de reportages et d'interviews. Aucun contact avec une instance officielle n'a pu être établi. *Le Soir* s'est rendu au Qatar en août puis en octobre, dans le but d'observer la réalité avant le verrouillage du pays ainsi qu'à quelques semaines du coup d'envoi de l'événement sportif. Sur place, d'autres types de pressions ont été exercées. Lors d'un rendez-vous avec des travailleurs migrants, dans un discret hôtel de la capitale, trois hommes, qataris, se sont présentés au *Soir* et à ses interlocuteurs, saluant de manière insistante. L'une des sources a indiqué connaître ces hommes, qui travaillaient selon elle pour les autorités du Qatar. Jusque-là, les personnes témoignaient de conditions de vie parfois odieuses. La conversation a ensuite pris un tour plus inoffensif. Déjà craintifs à l'idée de s'exprimer, ces travailleurs migrants se sont tus. Le rendez-vous a dû être abrégé. La journaliste du *Soir* est rentrée à son hôtel aux alentours de 21 h. Lors d'une de ses absences de sa chambre, des employés de l'établissement se sont affairés à « nettoyer le logement » à cette heure tardive. Une série de rendez-vous ont dû être annulés suite à cet épisode, visiblement destiné à faire pression. Travailler au Qatar a donc été compliqué, mais *Le Soir* a malgré tout pu rencontrer plusieurs voix critiques de l'émirat.

## LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## Au Qatar, si tu parles, tu pars

Sous l'attention constante de la planète foot, l'émirat essaie de maîtriser son image. Sa population étrangère, immensément majoritaire, sait que sa place dans le riche pays du Golfe ne tient qu'à une chose : son silence.

## REPORTAGE

PAULINE HOFMANN  
ENVOYÉE SPÉCIALE À DOHA

Je vous ai dit tout ce que je pouvais. Avec ce regard entendu, ce cadre d'une grande société sportive qatarie résume l'ambiance dans l'émirat, qui va accueillir le Mondial de football à partir du 20 novembre. Il nous a dit tout ce qu'il peut. Pas tout ce qu'il sait. Car ici, la discrétion est une règle d'or et le silence s'achète à coups de gazodollars.

« Tout le monde est là pour une chose : l'argent », continue cet Européen. Que l'on soit travailleur philippin sur des chantiers ou cadre dans le luxe des grands hôtels de Doha, le Golfe résonne comme un compte bancaire rempli. Ces étrangers, riches ou pauvres, sont essentiels pour faire tourner l'économie de l'émirat gazier, y compris son administration et ses hôpitaux. Mais ils ne sont qu'invités dans ce pays qu'ils voient comme un Eldorado.

Sous le feu des projecteurs depuis l'attribution du Mondial il y a douze ans, le Qatar tente de maîtriser sa communication et les informations qui sortent du pays. Tous les ans, les 2,7 millions d'habitants étrangers doivent renouveler leur statut de résident auprès du ministère de l'Intérieur, réputé pour être tenu par les conservateurs. Et parler trop fort, c'est risquer sa place dans le pays. En 2021, Malcolm Bidali, un travailleur kényan, a passé quelques mois en prison avant d'être expulsé. Son tort : avoir documenté les conditions de travail des ouvriers pauvres sur le site de Migrant Rights. Son pseudo, Noah, n'a pas suffi à le protéger.

## Prendre mille précautions

Pour atteindre les travailleurs migrants, souvent craintifs, il faut montrer patte blanche, prendre mille précautions, jurer l'anonymat le plus complet. Les rendez-vous se font dans la discrétion des appartements, dans les arrière-salles d'hôtels modestes...

Car quand elles parlent à la presse internationale, les sources des journalistes au Qatar prennent des risques et se disent surveillées. « Ils savent que nous sommes ici », raconte l'une d'elles. « Il n'y a pas de liberté d'expression dans ce pays. » Et les travailleurs migrants qui osent parler tentent de rester dans le cadre implicite imposé par les autorités. Pourtant, un dialogue existe entre elles et des représentants de travailleurs. « Le tact, dans l'audace, c'est de savoir jusqu'où aller trop loin », disait Jean Cocteau.

« Les gens peuvent débattre, avoir des opinions, mais il y a des espaces pour ça », raconte une influenceuse de la péninsule. Sous ses posts hashtagués #lifeinqatar ou #visitqatar, pas question de venir dénigrer l'émirat : « Les commentaires qui critiquent le pays ? Je les supprime. »

Alors, à Doha, faire parler est compliqué. Le mot « journaliste » fait tourner les talons avant même qu'on ait terminé de le prononcer. Et même sur des sujets inoffensifs, l'anonymat est de rigueur, les rendez-vous doivent être discrets. Reporters sans frontières place l'émirat 119<sup>e</sup> dans son classement de la liberté de la presse. Ses voisins saoudien et émirati végètent à la 166<sup>e</sup> et la 138<sup>e</sup> place. « Le Qatar a l'une des meilleures places de la région, car il n'y a, pour l'heure, pas de journaliste emprisonné », explique Jonathan Dagher, responsable du bureau Moyen-Orient de RSF. « Mais il y a des formes de pression imposées implicitement sur les journalistes. Ces derniers ne veulent pas nous dire quelles sont les difficultés qu'ils ont à travailler au Qatar... Cela veut dire beaucoup. »

En attendant, le Qatar se revendique un paradis libéral dans la région. L'émirat a aboli la censure à la fin des années 90. Et se plaît à répéter qu'il est ouvert à la presse, qu'aucun visa n'est nécessaire pour les journalistes. Pour preuve : les nombreux reportages de

médias étrangers au Qatar. Mais dès qu'une caméra ou un appareil photo entrent dans la danse, les autorisations prennent du temps et sont limitées à un cadre très précis. « On voit des améliorations dans la formulation des accréditations pour le Mondial », salue RSF. « Mais les journalistes auront l'interdiction de filmer dans les zones privées et industrielles », où vivent de nombreux migrants.

« Je dois expliquer à mes étudiants qu'ils ne peuvent pas travailler sur les sujets qu'ils voudraient », déplore Craig LaMay, directeur du programme de journalisme et communication stratégique de l'Université Northwestern au Qatar. « C'est très frustrant. » En 2020, l'université avait annulé une conférence du groupe libanais Mashrou Leila, figure de proue de la lutte pour les droits des LGBTQI+, officiellement pour des « raisons de sécurité ». Roi des événements internationaux, le pays accueille de nombreuses conférences prestigieuses. Mais certains sujets sont tabous.

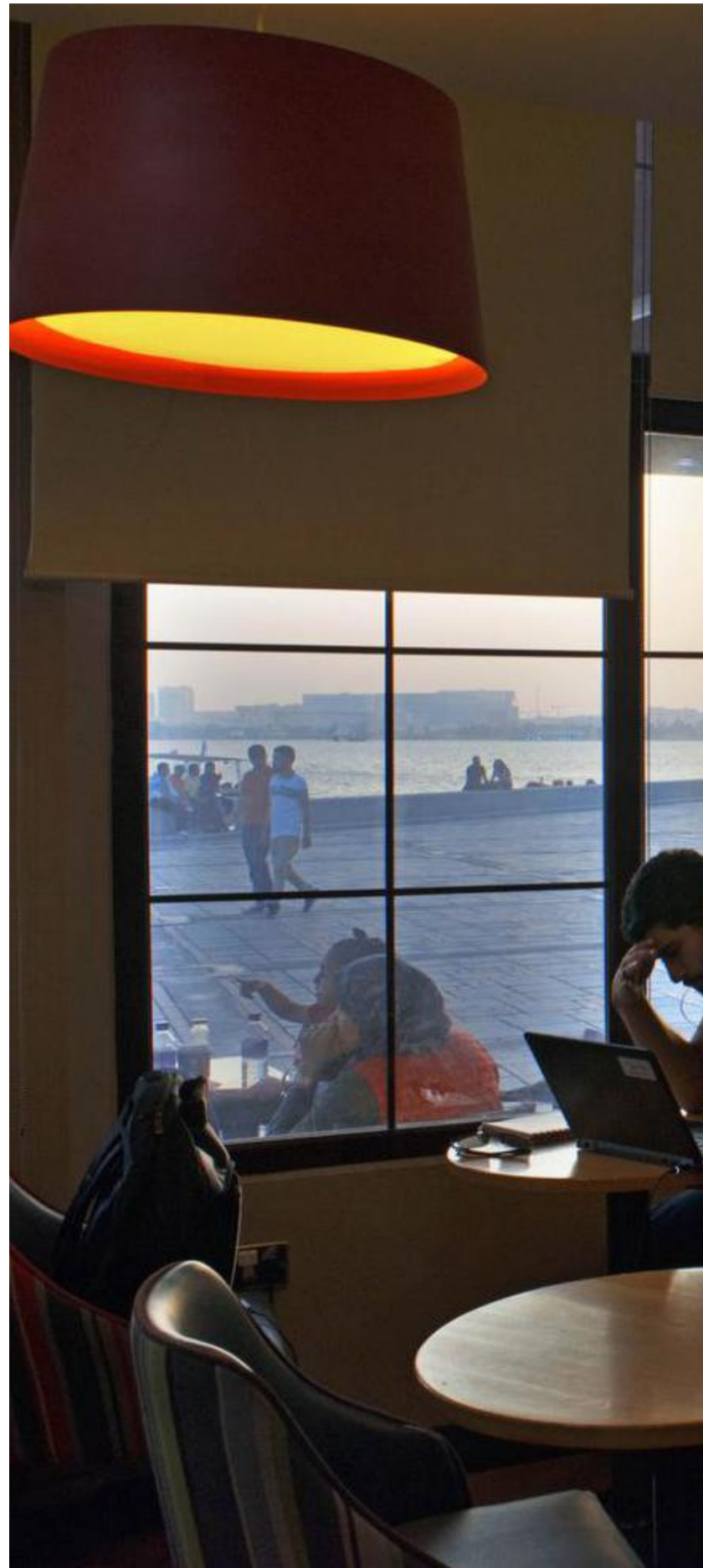
Le Qatar se revendique un paradis libéral dans la région. L'émirat a aboli la censure à la fin des années 90. Et se plaît à répéter qu'il est ouvert à la presse

« Les autorités qataries détournent le système d'accréditation des journalistes pour leur interdire de travailler sur certains sujets », a dénoncé début octobre le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire. « En obligeant les médias, au moment où ils demandent leur accréditation, à accepter de respecter un certain nombre de conditions, dont certaines sont vagues, ambiguës et sujettes à une interprétation arbitraire, le Qatar cherche clairement à décourager, voire à empêcher la presse étrangère de parler d'autre chose que de football. » Malgré de multiples tentatives, aucune des instances officielles n'a accepté de répondre à nos questions.

## « C'est Big Brother, ici »

Le Qatar a pris ses dispositions. Au mois de juillet, à l'aube de la compétition, trois opposants qataris se sont retrouvés derrière les barreaux, selon le Centre du Golfe pour les droits humains. Déjà interdits de voyage depuis des années, Issa Mardi Juhaim al-Shammari, Abdullah ben Ahmed Bu Matar al-Mohannadi et Saoud ben Khalifa ben Ahmed al-Thani ont été interpellés et mis à l'isolement. L'un d'entre eux a été libéré en septembre. Abdullah al-Maliki, lui, a été condamné à la peine de mort par contumace. « Si je le voulais, je serais riche. On m'a offert des millions pour que je me taise. Mais je ne veux pas de ça », explique l'opposant politique en exil lors d'une manifestation à Bruxelles. Selon le Centre du Golfe pour les droits humains, il a été condamné pour avoir « contesté publiquement l'exercice par l'émir de ses pouvoirs et s'être déshonoré », avoir « incité au renversement du régime en place » et « tenté de renverser le régime ». Si des nuances politiques existent entre les différentes grandes familles qataries, pas question de sortir du rang et de remettre en cause la toute-puissante famille al-Thani.

« C'est un petit monde, toutes les familles se connaissent », raconte une expatriée européenne qui gravite auprès de familles qataries. Le Qatar a la réputation d'être un Etat de surveillance. « C'est Big Brother, ici », continue-t-elle dans la discrétion d'un cabanon VIP d'une terrasse de Doha. « Des collègues se sont fait remercier après avoir trop fait la fête. Ils ont été convoqués, on leur a sorti leur "fichier" de carte d'identité. Car ici, à chaque fois que vous entrez dans un bar qui sert de



l'alcool, il faut scanner sa carte d'identité. Ils savent tout. »

Ces derniers jours, des enquêtes de la Radio Télévision Suisse ainsi que du *Sunday Times* ont dévoilé que des dirigeants du football mondial ainsi que des journalistes avaient été espionnés par le Qatar. Des experts en cybersécurité, comme Bruce Schneier, ont dit leur inquiétude autour de l'application de lutte contre le covid Etheraz. Une application obligatoire, y compris pendant la Coupe du monde, pour tous les visiteurs du Qatar. Pour Tor Erling Bjoerstad, du service de cybersécurité norvégien Mnemonic, ce type d'application n'est pas alarmant en soi. Mais « malgré cela, elle a évidemment la possibilité de collecter beaucoup de données sensibles, à un niveau qui serait problématique du point de vue de la vie privée. Le potentiel d'abus du suivi mobile est bien documenté. La question est donc de savoir si l'on peut faire confiance aux intentions, ainsi qu'aux pratiques, de ceux qui ont créé l'application et reçoivent des données. Pour les autorités qataries, je pense qu'un scepticisme sain est approprié. »

## droits humains &lt;



L'appareil de sécurité de l'Etat a des pouvoirs absolus sur toutes les autorités, y compris le pouvoir judiciaire

